

## Addictions et violences sexuelles : la double peine des femmes de Stalincrack

PAR ROZENN LE SAINT  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 24 JUIN 2021



Laura, 21 ans, devant le jardin d'Eole, devenu haut lieu de la consommation de crack à Paris. © RLS

La prostitution forcée et les viols à répétition sont légion pour les consommatrices de crack du nord-est de Paris. Le 30 juin, le jardin d'Éole, où des centaines de toxicomanes se rassemblent, devrait être évacué. Les problèmes, eux, seront simplement déplacés.

Ce matin du 17 juin, c'est une des plus pressées de recevoir sa dose de crack, vendue entre 5 et 20 euros. Laura, 21 ans, est la première femme de la file d'attente qui se forme à 10 heures devant le jardin d'Éole, au nord-est de Paris. Le parc est devenu un marché à ciel ouvert de cette drogue du pauvre, de la cocaïne chauffée avec de l'eau et coupée à l'ammoniac ou au bicarbonate de soude.

Des centaines de consommateurs sont autorisés à s'y rassembler jusqu'à 1 heure du matin, pour soulager le quartier voisin de Stalingrad, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, à moins d'un kilomètre. L'arrivée du camion de **Gaïa**, association médico-sociale spécialisée dans la réduction des risques liés à l'usage de drogues à Paris, est attendue. Les éducateurs distribuent des pipes à crack pour limiter les risques de transmission de maladies.

Un tatouage de Betty Boop dépasse du short en jean de Laura, Dr. Martens aux pieds. Son chignon est ramassé au-dessus de sa tête, surplombant son crâne rasé des deux côtés. « *J'essaie de venir de moins en moins parce que je suis enceinte. Je me limite à trois fois par semaine* », témoigne la jeune femme, toute menue. Impossible de deviner sa grossesse de cinq mois. « *Je*

*rentre le ventre quand je suis ici, les riverains seraient capables de me frapper s'ils me voyaient prendre du crack enceinte et je ne veux pas que les associations se mêlent de ma grossesse* », explique-t-elle, légèrement en retrait du groupe, le visage fermé.



Laura, 21 ans, devant le jardin d'Eole, devenu haut lieu de la consommation de crack à Paris. © RLS

La plupart des consommatrices, quand elles sont sans logement, voient leur nourrisson placé à la pouponnière après l'accouchement. « *Les bébés ne naissent pas en manque de crack, il n'y a pas de transmission de la dépendance comme c'est le cas avec les opiacés. En revanche, c'est tératogène, cela peut malheureusement engendrer des malformations de l'enfant* », nous éclaire plus tard Bénédicte Bertin, coordinatrice de l'**espace femmes** de l'association Charonne.

Il s'agit d'un centre d'accueil, de soins et de prévention en addictologie (Caarud) spécialisé dans l'accompagnement des publics féminins qui « *cumulent les problématiques et vulnérabilités* », explique la travailleuse sociale. Laura n'y va pas, elle a « *la chance d'avoir ses parents* » et de pouvoir se réfugier chez eux en Seine-et-Marne pour s'éloigner, quand elle y parvient, de cet îlot de la tentation du nord-est de Paris, unique en France.

Les pires violences, Laura les craint de la part des toxicomanes qui grouillent autour d'elle. « *J'évite de me lier avec eux, il y a les plus vicieux du monde ici* », glisse-t-elle. Le père de l'enfant qu'elle porte est un *modou*, un « petit négociant » en wolof, langue la plus parlée au Sénégal. Ils sont reconnaissables à leurs grandes poches remplies de pièces de monnaie que les consommateurs amassent pour se payer une dose.

Ce n'est plus son compagnon. « *Le fait qu'il n'assume pas l'enfant... Et même s'il a du crack, il ne m'en donne pas. Il est prêt à me laisser me faire baiser pour que je récupère juste de quoi me payer une dose, ça veut tout dire... Je n'ai pas le choix, quand la manche ne suffit pas... Mais ça fait chier de se faire baiser pour dix balles* », souffle-t-elle.

Cinq secondes après l'inhalation, le flash survient mais la drogue produit son effet quelques instants seulement. Au bout d'une vingtaine de minutes, l'envie d'en reprendre se fait déjà sentir. Ce jour-là, elle espère voir arriver une copine qui pourrait la dépanner afin qu'elle reparte avec son caillou de crack. Une heure plus tard, toujours personne à l'horizon...



Gaïa, association médico-sociale spécialisée dans la réduction des risques liés à l'usage de drogues à Paris, distribue des pipes à crack devant le jardin d'Eole, à Paris. © RLS

« *95 % des usagères de crack se prostituent, estime Bénédicte Bertin. Le crack demande beaucoup d'argent. Imaginez le nombre de passes qu'il faut faire quand on consomme à longueur de temps, ça peut monter à 300 euros par nuit ou par jour.* »

D'ailleurs, l'espace femmes de l'association Charonne s'adresse aux usagères de drogues et/ou en risque de prostitution. Elle organise des maraudes pour aller à leur rencontre et tenter de « *les sortir de l'engrenage prestations sexuelles et crack* ».

« *Le crack peut donner des pulsions sexuelles aux consommateurs, cela va avec, poursuit la travailleuse sociale. Derrière, ce sont les filles qui charbonnent, souvent sous l'emprise d'un dealer ou d'un compagnon. Elles se prostituent pour pouvoir s'acheter une dose qu'elles partagent avec lui. Les clients savent qu'ils peuvent négocier un tarif à la baisse.* »

Laura ne s'est pas fait violer dans le quartier. « *J'ai de la chance, j'ai une grande gueule* », assure-t-elle. En revanche, quand elle avait 12 ans, elle a subi un viol. C'est à ce moment-là qu'elle a commencé à fumer du shit, puis à entrer dans le milieu du « sound system ». En « rave party », elle a pris goût à l'ecstasy et à la cocaïne pure, qu'elle estime trop chère pour elle à présent, à 60 euros le gramme... Elle a réussi à avoir son CAP pâtisserie-chocolaterie mais à 18 ans, elle a essayé le crack pour la première fois et a tout lâché.

La fabrication artisanale de ce produit à base de cocaïne coupée s'est popularisée à la colline du crack, ce campement situé entre le boulevard de la Chapelle, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement, et une voie d'accès au périphérique parisien. Ce haut lieu de la toxicomanie a attiré de nouveaux accros avant d'être évacué fin 2019.

### **Les femmes représentent 20 % des consommateurs de crack à Paris**

Alors, les consommateurs réguliers de crack sont devenus encore plus nombreux à zoner dans le secteur de Stalingrad, surnommé Stalincrack, les yeux fixés au sol, cherchant en vain par terre un caillou de crack qui aurait pu leur échapper. Les femmes dépendantes au crack seraient une centaine dans la capitale, selon la mairie de Paris, soit environ 20% des 700 consommateurs réguliers du nord-est de la ville, une minorité violentée.

« *À la colline du crack, des mecs ont attaché des filles à des arbres pour les violer* », croit savoir Laura. « *Une rumeur* », selon Bénédicte Bertin. En revanche, elle confirme qu'il y avait bien « *des tentes où des femmes étaient séquestrées pour les prostituer* ».

Pendant le premier confinement, les toxicomanes se retrouvent seuls dehors, sur la place de Stalingrad, fumant leur dose sous les arches, aujourd'hui murées. Un matin à l'aube, deux femmes se menacent avec des tessons de bouteille. Depuis, la vie a repris. La cohabitation avec les riverains est devenue de plus en plus difficile. Pour alerter, ils filment depuis leur fenêtre les « crackeux », comme ils les appellent, excédés.

La nuit du 22 mai ressemble à toutes les autres dans ce secteur densément peuplé, avec son lot de déambulations de toxicomanes dans la rue. **Une retraitée filme** une scène de violence sans même comprendre qu'il s'agit d'un viol. Elle poste la vidéo à un groupe de riverains. Là, une voisine comprend et appelle la police.

Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire le 24 mai. Un homme a été mis en examen des chefs de viol sur personne en état d'ivresse et d'acquisition, détention, cession et usage de stupéfiants. Il a été placé en détention provisoire, selon une source judiciaire.

Depuis le début de l'année, 136 personnes ont été mises en cause pour des faits en lien avec le crack, dont 34 pour des trafics, selon la préfecture de police. Celle-ci a recensé 63 faits de violences sexuelles dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, 60 concernant des femmes, dont une seule usagère de crack, victime d'une tentative de viol. Pourtant, toutes les accros au crack de la zone interrogées par Mediapart ont enduré des viols... « *Le pire, c'est la petite... Elle subit des viols à répétition* », commente une toxicomane, les larmes aux yeux, en désignant une petite brune à la bouille enfantine, qui erre devant les grilles du jardin d'Éole.

Sarah, « *la petite* » en question, y passe ses journées, et parfois ses nuits; d'autres, dans un centre d'hébergement de la banlieue ouest de Paris. « *Ne me touche pas, tu fais quoi* », proteste-t-elle quand un jeune homme en short de sport la colle de trop près. Quel âge a-t-elle ? « *Euh... Vingt ans* », répond Sarah, alors qu'elle en paraît au moins quatre de moins. Depuis trois ans, elle prend trois ou quatre galettes de crack par jour. « *J'habitais à Barbès, les gars du quartier m'ont fait essayer* », explique-t-elle. Les viols ? « *C'est souvent. Des jours oui, des jours non. Les hommes ne me respectent pas* », peste-t-elle.

Les plaintes n'arrivent pas jusqu'au commissariat. La prise en flagrant délit est l'un des seuls moyens pour que justice se fasse dans ce milieu particulièrement dangereux pour les femmes. Avec cette vidéo fin mai, le grand public découvre la violence sexuelle qui s'ajoute à celle de la drogue, quotidienne dans le milieu.

Malika, 70 ans, porte une longue robe corail, un turban gris assorti à sa chevelure. Dans sa main gauche, une culotte rose et une pipe à crack. Dans la droite, une lame, pour couper sa galette de drogue en un caillou. Tous les usagers étant munis de cutters ou autres armes blanches pour couper leur dose, les dérapages violents sont fréquents. « *D'abord je fume, après je viens* », prévient-elle avant de zigzaguer au travers de l'attroupement fixé juste devant le jardin d'Éole. L'effet de la drogue est immédiat.

Quelques minutes plus tard, elle compte : « *Je me suis fait violer trois fois. Maintenant je ne passe plus dans les rues où il n'y a personne. L'autre jour j'y ai échappé, heureusement j'avais un jean et l'homme n'arrivait pas à l'ouvrir.* » Elle dit être tombée dans le crack il y a quatre ans, puis elle s'échappe dans les rues du XIX<sup>e</sup> arrondissement.

Il y a aussi cette autre brune pimpante, la vingtaine, taches de rousseur, rouge à lèvres assorti à son maillot de foot, legging et baskets. Elle dénote au milieu des toxicomanes. Elle aussi nous dit qu'elle reviendra après avoir fumé, puis disparaît finalement pour la journée. Les matins suivants, elle est encore là, radieuse, des dizaines d'hommes autour d'elle.

Autour du jardin d'Éole, il y a également une jeune femme blonde surnommée « Paris Hilton ». Dounia, 50 ans, se démarque aussi par sa coquetterie. C'est sa fierté. « *Je me change tous les jours*, dit-elle en ouvrant son sac à dos, calant son caillou de crack dans sa bouche pour libérer ses mains et s'assurer de ne pas le perdre. *Là, c'est ma petite salle de bains.* »



Dounia, 50 ans, fume son crack devant le jardin d'Éole, à Paris. © RLS

Elle montre sa trousse de toilette transparente, remplie de produits d'hygiène et de beauté de marque. La sans-abri prend sa douche au Caarud de l'association Gaïa,

porte de la Chapelle, à deux kilomètres plus au nord, proche de l'ancienne colline du crack. Dounia dit se souvenir très bien de sa première prise de crack, en 1998, le jour de ses 28 ans. « Une copine m'a dit "Il n'y a pas de plus belle drogue". Maintenant elle dirige une galerie d'art et moi je suis ici », constate-t-elle.

Au même moment, l'espace femmes de Charonne ouvrait. Vingt-trois ans plus tard, c'est toujours la seule structure en France avec un espace spécialement dédié aux femmes usagères de drogues. Elle est financée par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France.

La veille, Dounia s'est évanouie à plusieurs reprises dans la rue. « Je ne mange jamais », dit-elle avant de poser son caillou sur sa pipe à crack, de l'allumer et de tenter ainsi, par une bouffée éphémère, de s'échapper de la réalité. « Le crack, comme la cocaïne, est anorexigène. Les femmes sont souvent d'une extrême maigreur et très faibles », commente Bénédicte Bertin, qui suit les toxicomanes du secteur depuis 25 ans.

Après l'évacuation de la colline du crack, l'association Charonne a disposé d'un budget spécial grâce au « **plan crack** » signé en 2019, pour mettre à l'abri 26 femmes à l'hôtel pendant huit mois, dans le but de les remettre dans le circuit. En tout, 400 places d'hébergement ont été créées, notamment financées par l'ARS, la mairie de Paris et la préfecture. Les éducateurs démarrent alors un accompagnement médico-social en aidant les femmes à réaliser les démarches pour obtenir des papiers d'identité, des aides sociales, les orientent vers l'association **Agir pour la santé des femmes** afin de les inciter à « *sortir de l'engrenage prestations sexuelles et crack* », explique Bénédicte Bertin.

Dounia en a bénéficié un temps, avant de reprendre le chemin de Stalincrack. « Il s'agit d'un temps de pause et pour certaines, c'est parfois le début de quelque chose, avec le démarrage d'une cure possible », poursuit Bénédicte Bertin à l'espace femmes de l'association Charonne. Il se situe à République, à trois kilomètres au sud seulement du jardin d'Éole, mais en dehors du pré carré des toxicomanes du Nord-Est parisien.

« C'est déjà trop loin », constate Bénédicte Bertin. Auparavant, l'association Charonne avait une antenne juste en face de la colline du crack. Les usagères venaient facilement. Ce 21 juin, Nina, 55 ans, attend que sa lessive termine en peignoir rose, après avoir pris sa douche et s'être fait faire une tresse par une éducatrice.

Elle dit être avoir pris du crack pour la première fois il y a 25 ans, les effets de la morphine étant insuffisants pour l'aider à supporter une hernie discale héritée d'heures passées en arrière-cuisine, à la plonge.



Nina passe régulièrement à l'espace femmes de l'association Charonne à République, à Paris, pour prendre une douche et échanger avec les éducatrices. © RLS

Elle évite Stalingrad le plus possible pour fuir « *les vautours, les angoissemes, comme on les appelle* ». « Ils sont capables de tout. Une pote mettait un caillou de crack dans son minou pour éviter qu'on le lui vole. Ils l'ont déshabillée et sont allés le chercher. D'autres ont mis du chocolat dans celui d'une autre pour qu'un chien aille le lécher et ont filmé tout ça », témoigne-t-elle.

Violée à deux reprises, Nina subit par ailleurs les coups de son compagnon, « *qui devient fou quand il n'a plus de crack* », dit-elle en montrant une cicatrice encore fraîche sur son front. « C'est lui qui m'a fait ça. Coup de boule... », lâche-t-elle en mimant le geste de la tête.

« Le crack ne provoque pas de dépendance physique mais psychologique. Il n'y a pas de produit de substitution. Le seul miracle qui peut se produire, c'est en s'éloignant de la cocaïne après un accompagnement médico-social », explique Bénédicte Bertin

« Pendant le confinement, nous nous sommes rendu compte qu'héberger les usagers de crack plusieurs semaines, plutôt que quelques jours, avait été

*davantage fructueux. Dans les faits, les nuits d'hôtel sont données prioritairement aux femmes mais il faudrait sûrement aller plus loin en formalisant l'action avec une structure d'hébergement non mixte pour s'adapter davantage à leurs besoins », admet Anne Souyris, en charge de la santé publique à la mairie de Paris.*

L'hébergement à l'hôtel répond à l'urgence de la situation, mais la mairie aimerait développer davantage d'appartements thérapeutiques et se bat contre la préfecture pour multiplier les salles de consommation à moindre risque afin de libérer l'espace public du Nord-Est parisien, devenu « *une des plus grandes scènes ouvertes du crack en Europe* », décrit l'élue.

Une seule « *salle de shoot* » existe à Paris, à deux kilomètres du jardin d'Éole, près de la gare du Nord. « *Les usagers de crack sont en situation de précarité extrême et de grande toxicomanie, de longue date. Ce ne sont pas des usagers récréatifs. Il faut démarrer l'accompagnement par la mise à disposition d'espaces dédiés à la consommation dans tous les Caarud. Ces salles ne devraient pas être des états d'exception déconnectés des lieux de soin* », revendique l'adjointe de la maire de Paris.

C'est aussi l'avis des responsables du Groupe SOS qui gèrent les dispositifs de soins avec des logements temporaires, tels que les lits halte soins santé, qui permettent d'amorcer un suivi pendant quelques semaines. Les toxicomanes sont ensuite orientés vers des solutions de moyen terme, les appartements thérapeutiques notamment, adossés à des centres de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie.

Sur les neuf personnes prises en charge dans ce cadre par le Groupe SOS à Paris cette année, cinq étaient des femmes. Après 260 jours d'accompagnement en moyenne, aucune n'est retournée dans l'enfer de Stalingrad. « *Cela permet de travailler sur les droits*

*sociaux et le soin. Certains sont orientés vers des services de psychiatrie, puisque beaucoup nécessitent un suivi de ce type, avec prise en charge d'un handicap le cas échéant, une fois la démarche médico-sociale enclenchée », explique Anne Guérin, directrice Île-de-France du pôle addictions au Groupe SOS.*

Mais quelques dizaines de places dans ces appartements thérapeutiques, seulement, sont financées dans la capitale. « *Il manque des places d'hébergement pour les usagers du jardin d'Éole. Il y a encore plus de consommation dans cette scène ouverte, même par rapport à Stalingrad. Elle n'est pas du tout encadrée comme elle pourrait l'être dans des salles de consommation à moindre risque* », estime Anne Guérin.

L'évacuation du jardin d'Éole est prévue le 30 juin. La crainte d'un éternel recommencement se fait sentir avec la poursuite de l'errance des usagers de crack, dans un autre décor.

Dans le secteur, la porte de la Villette ou les friches Ordener-Poissonniers sont évoquées comme solutions de repli, ainsi que celles de Bercy-Charenton, dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le nouveau futur haut lieu de la consommation de crack à ciel ouvert devrait être défini le 25 juin, lors d'une réunion réunissant notamment la mairie de Paris et les acteurs de la réduction des risques.

En attendant, à 20 heures, les habitants de la zone ont pris l'habitude d'ouvrir leurs fenêtres pour frapper dans des casseroles, comme ils le faisaient au printemps 2020, lors du premier confinement, pour remercier les soignants. En bas, les promeneurs de passage dans le quartier revivent une période qu'ils préféreraient oublier, l'air parfois dubitatif sur le sens de ce détournement de symbole. Les usagers de crack, eux, dansent au son des percussions, sans comprendre que le concert de casseroles est le seul moyen des riverains de se faire entendre pour dénoncer les scènes sous leurs fenêtres.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.